

26 juillet 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours du Président de la République

Mesdames, Messieurs les ministres,  
Mesdames, Messieurs les Parlementaires,  
Monsieur l'Ambassadeur, merci de nous accueillir, ici, à votre résidence,  
Mesdames et Messieurs les conseillers des Français et de l'étranger,  
Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités,  
Chers collègues.

D'abord, je veux vous dire combien je suis heureux d'être parmi vous et de débiter à vos côtés cette première visite au Cameroun. Alors, je l'évoquais juste avant de vous retrouver, certains me disaient : pourquoi vous n'êtes pas venu plutôt ? Pour quelles raisons ? C'est vrai que l'épidémie des dernières années a un peu réduit les déplacements. Après, ce qui est vrai, c'est que nous vivons une période, et je pense que nous sommes dans un moment de la relation bilatérale, inédit, où beaucoup de choses peuvent, au fond, s'inventer ou se réinventer. C'est pourquoi je nourris beaucoup d'espoirs et d'ambitions pour ce voyage, en considérant que le moment est le bon pour un dialogue étroit, respectueux et confiant sur tous les sujets. C'est ce que je ferai juste après vous avoir vu, avec le Président Paul BIYA, puis avec lui et plusieurs de ses ministres.

Mais, avant d'entrer dans le fond, et vous dire ce que je suis venu faire (inaudible), je veux avoir un mot (inaudible). Au fond, deux pays, deux Nations, peuvent avoir des relations politiques, historiques, nourrir des ambitions. Mais celles-ci se nourrissent avant tout de liens humains tressés patiemment, qui sont le fruit qui, du hasard, de la naissance, parfois de l'aventure entrepreneuriale ou de choix faits il y a des décennies, parfois d'aventures amoureuses. Mais en tout cas, vous êtes l'avant-garde de cette relation entre le Cameroun et la France, et vous la faites vivre, vous l'avez fait vivre dans les années les plus difficiles parfois. Vous la faites vivre dans un contexte, on le sait bien tous, où la relation entre l'Afrique et l'Europe, en particulier de l'Afrique et la France, est plus contestée, parfois plus difficile, a pu être plus critiquée et il faut être lucide sur ce sujet. Mais la force que nous avons, ce sont les femmes et les hommes qui sont là, qui la font vivre. Ce sont les Françaises et les Français qui, depuis des décennies, vivent ici au Cameroun, ce sont les binationaux, et ce sont les Camerounaises et les Camerounais ou les binationaux qui vivent en France et forment la diaspora. Et pour moi, cette chaîne humaine des expatriés aux binationaux, de la diaspora, est un ensemble très hétérogène, avec d'ailleurs parfois des désaccords profonds, des passions différentes, des ruptures. Mais c'est une chance pour la relation bilatérale, parce qu'elle la maintient, même quand les canaux officiels sont plus difficiles, elle la fait vivre, elle démontre chaque jour que cette relation est d'abord et avant tout humaine et passionnelle, et elle en est la vie. C'est pourquoi aussi il était impensable pour moi de venir au Cameroun sans quelques-uns de ces passeurs, vous en êtes. Merci, parce que c'est un engagement de plusieurs d'entre vous, de multiples décennies, même si j'ai vu qu'il y avait quand même beaucoup d'Amiénoises et d'Amiénois dans cette salle. Mais il était impensable pour moi de venir au Cameroun sans quelques-uns de ces passeurs. Donc je veux aussi les remercier : Achille MBEMBE, Greg BELOBO, Denise ÉPOTÉ, Blick BASSY, Claude LE ROY, Serge BETSEN, et plusieurs autres qui sont venus pour m'accompagner et qui sont là aujourd'hui pour, aussi, poursuivre le travail qu'ils font depuis plusieurs années dans la culture, le sport, le monde académique, pour, aux côtés de nos parlementaires, de nos équipes, de l'AFD, Proparco et de tant d'autres, continuer d'avancer.

En effet, je crois beaucoup à ce dialogue des sociétés civiles. C'est une des raisons du voyage que je fais ici, et je veux vous en dire un mot. Ce dialogue, pour moi, est absolument clé. Non pas qu'il conduise à contourner le dialogue politique, je le mènerai tout à l'heure avec beaucoup de franchise, mais, comme j'ai voulu le lancer à Ouagadougou, comme nous l'avons poursuivi au sommet de Montpellier, nous allons le poursuivre tout à l'heure grâce à l'hospitalité de Yannick NOAH. Il va nous permettre, avec des jeunes, de ce Conseil que nous avons mis en place, des jeunes Camerounais, des jeunes Français, d'essayer de bâtir des ponts, des coopérations nouvelles, mais surtout, si je puis dire, de rendre effectif ce que j'avais pu appeler il y a quelques années une forme de conversion du regard, c'est-à-dire, si on ne change pas la manière dont la relation est vue depuis le continent africain, nous n'arriverons pas à avancer. Et donc, je suis convaincu qu'on doit maintenant bâtir nos partenariats en associant davantage les sociétés civiles dans les pays où on a construit. On doit réussir à bâtir de nouveaux partenariats, ce qu'on fait depuis maintenant quelques années dans le sport, dans la culture, dans l'environnement, dans l'éducation, dans l'agriculture, répondant aux problématiques clés et en s'appuyant sur la force que vous constituez, qui sont des partenariats de longue date qui dans la banque, dans le BTP, dans la logistique, dans l'alimentaire et autres sont là et constituent la force de la relation.

Ces deux leviers vont se féconder l'un l'autre, mais vont surtout permettre de — je le crois profondément — changer la relation dans sa nature et sa démarche. C'est ce que je veux que nous continuions de poursuivre

dans l'échange qu'on tiendra cet après-midi, et de le faire aussi de manière respectueuse, précautionneuse quand il s'agit de gouvernance, quand il s'agit de démocratie ; de le faire aussi de manière exigeante à notre égard, quand on aura à parler de mémoire, et je souhaite avancer sur ce point. Au fond, je crois que la France a tant à faire sur le continent et nous sommes bloqués parfois par des non-dits, des malentendus, un passé qui ne veut pas passer, parce qu'on a cru qu'il serait digéré de fait. Je pense que si on sait prendre ce chemin, alors il est difficile et imparfait, nous pouvons faire, y compris de ces malentendus, une chance si nous savons les lever, parce que je crois qu'il y a entre la France et le Cameroun, entre la France et le continent africain, une profonde histoire d'amour, de respect, d'échanges, de métissages, de créolisation aussi, de mélanges, de richesse mutuelle, qu'il nous faut savoir raviver.

Ensuite, je crois profondément aux liens économiques. Beaucoup d'entre vous les portent, nous allons là aussi les évoquer durant cette journée ici. Je crois au partenariat gagnant-gagnant, je crois au commerce comme garant de la paix entre les nations. Je veux ici vous remercier parce que la dynamique des quelques 200 entreprises françaises qui opèrent au Cameroun dans tous les domaines est clé. Alors là aussi, soyons lucides et francs, la situation est plus difficile qu'il y a 20 ans parce qu'on a plus de concurrence. C'est la vie. C'est une bonne chose et c'est une bonne chose pour le Cameroun. Il n'y a plus de concurrence donc il y a plus d'offres. Nous sommes bousculés et parfois peut-être nous étions-nous endormis, disant c'est notre pré-carré, personne ne va venir nous chercher, « c'est chez nous », entre guillemets, qu'il n'y ait pas de malentendus. Non mais beaucoup d'entreprises raisonnaient comme ça. Et puis boum, la concurrence est arrivée, a bousculé les positions acquises. C'est bien, je suis pour la concurrence.

Après, je suis obligé de constater qu'il y a une concurrence qui utilise des instruments qui ne sont pas totalement les nôtres. Donc là, je suis pour la régulation et la transparence. Je souhaite que nous puissions continuer de développer l'offre économique, c'est un partenariat gagnant-gagnant, qu'on aide nos entreprises à se développer dans les projets d'infrastructures, les grands projets que nous aidons, dans de nouveaux segments d'activité qui sont bons pour la jeunesse et pour les projets du Cameroun mais qu'aussi, on aide à développer une bonne gouvernance économique. Parce que ce n'est pas vrai qu'il peut y avoir des bons projets économiques pour un pays quand ça repose sur de la corruption massive qui fait entrer de nouveaux acteurs. Là, on doit aider à réguler les sujets de corruption et de surendettement qui sont un fléau pour le continent africain et qui — je le dis ici avec beaucoup d'humilité parce qu'il y a des décennies, il se peut que la France et les Européens aient utilisé ces instruments, soyons lucides sur nous-mêmes — On les a chassés, on a régulé, on a mis des règles. Les entreprises qui sont ici présentes, elles ont leur tête de pont en France, elles sont pénalement responsables en France des règles qu'elles suivent, y compris ici, sur les règles du travail, sur justement la corruption. On ne peut pas accepter qu'il y ait des entreprises venant d'autres régions du monde qui considèrent ici que tout est possible. Je pense que c'est très important d'aider à ce qu'il y ait aussi plus de transparence, plus de régulation, parce que je pense que c'est bon pour le Cameroun et son développement soutenable et durable. Et donc là aussi, nous allons œuvrer en ce sens et je l'évoquerai.

Nous continuerons aussi d'agir en investissant, en soutenant les grands projets d'infrastructures pour lesquels, depuis 10 ans, la France a investi près d'un milliard d'euros au Cameroun. Nous avons ainsi, à travers l'AFD, financé la construction de plusieurs barrages et nous avons financé plusieurs ponts, des axes routiers indispensables au développement du Cameroun. On continuera sur cette voie avec force et je suis très fier de cette implication. Mais je le dis là aussi, les grands projets d'infrastructures — qui est notre force historique, sur lequel on doit continuer — ne font pas tout. Et donc, je souhaite qu'on puisse vous aider à accélérer parce que plusieurs d'entre vous sont des pionniers. Ils n'ont pas attendu votre serviteur pour aller sur ces terrains. Mais on doit vous aider à aller plus vite et plus fort sur l'entrepreneuriat, l'économie numérique, l'innovation et à cet égard, l'initiative Choose Africa a permis de financer d'ores et déjà, des dizaines de milliers d'entreprises africaines, parfois de très petite taille ; et à travers Digital Africa, nous soutenons les projets d'innovation de start-up africaines. Nous allons continuer à travers ces deux initiatives auxquelles on va donner des rendez-vous plus réguliers et plus de visibilité. C'est ce que me disaient plusieurs jeunes tout à l'heure et c'est très important.

Je souhaite aussi qu'on puisse accompagner, et aller plus fort sur les industries culturelles et créatives. Ça ressort comme un des axes forts qui, au Cameroun, sont un réservoir de croissance et de rayonnement mondial. Là aussi, nous continuerons d'avancer. Je souhaite qu'on puisse également avancer beaucoup plus fort sur les sujets de coopération sportive, parce que là aussi, de l'éducation au potentiel économique, c'est un levier de développement énorme. Nous continuerons aussi à mobiliser les financements pour permettre à la jeunesse africaine, qui est la plus entreprenante du monde, à se développer à la hauteur de ses talents et en libérant justement toutes ses énergies.

Je veux aussi que la France, dans le cadre de ses diversifications, soit au rendez-vous pour soutenir le développement d'une agriculture durable et résiliente. Là de manière très claire, la crise que nous vivons est une occasion d'accélérer ça. On le voit bien, on est attaqué tous par certains qui expliquent que les sanctions européennes seraient la cause de la crise alimentaire mondiale, dont africaine. « Carabistouilles », comme dirait l'autre. C'est totalement faux. C'est simplement que l'alimentation, comme l'énergie, sont devenues des armes de guerre russes. Par contre, cela nous met tous devant nos responsabilités. Nous devons aider le continent

africain à produire davantage pour lui-même et l'Agenda développement agricole soutenable et reforestation est clé. C'est pourquoi, cet après-midi, les ministres auront à piloter une réunion soutenant notre initiative dite FARM et je la conclurai. On veut répondre à l'urgence alimentaire, renforcer la résilience des systèmes agricoles et aider à produire davantage par de la formation, par un partenariat public et privé, par la capacité aussi, à développer davantage d'exploitations et développer la productivité de ces exploitations. Permettre aussi d'avoir des engrais et des fertilisateurs en plus grande quantité sur le sol africain et réduire les dépendances. Et donc, cet agenda est absolument essentiel.

Mais aucun développement économique n'est possible, ce n'est pas à vous que je l'apprendrai, sans la paix et la sécurité. Vous qui vivez au Cameroun, vous le savez mieux que quiconque et je le dis : la France restera résolument engagée pour la sécurité du continent, en appui et à la demande, de nos partenaires africains. Je veux ici vous assurer que nous resterons mobilisés aux côtés des pays du bassin du lac Tchad pour les aider à lutter contre les terroristes qui endeuillent depuis tant d'années l'Extrême-Nord du Cameroun. Au Sahel aussi, nous opérons une réarticulation de notre dispositif, en nous retirant du Mali, parce que le cadre politique n'est plus là et que la clarté des autorités maliennes n'est plus là pour lutter contre le terrorisme, mais, en réarticulant un dispositif très présent au Niger et dans toute la région pour continuer de soutenir le Sahel ; mais surtout pour élargir notre dispositif au-delà du Sahel, au golfe de Guinée et aux pays, en quelque sorte, de la deuxième ceinture, qui ont à faire face maintenant à des groupes terroristes qui sont en train de s'étendre et de bousculer toute la région. Et donc, nous serons présents sur cet agenda et nous ne lâcherons pas la sécurité du continent africain.

Mais je veux le dire ici aussi avec beaucoup de force : nous le ferons - et c'est ce que j'ai demandé au ministre des Armées et au chef d'état-major des armées - en réarticulant notre dispositif pour en changer la philosophie. Nous ne pouvons plus avoir des dispositifs en quelque sorte posés, parce que la manipulation est trop facile à ce moment-là, pour critiquer la France. Nous devons être là de manière plus explicite encore, à la demande des Etats africains, avec une demande claire et explicite, en étant plus présent sur le sujet de formation, d'équipements, en étant en appui, en intimité avec les armées africaines pour les aider à monter en capacité et en articulant toujours notre dispositif avec la sécurité, la défense, la diplomatie et le développement. Ce triptyque est le seul qui permet tout à la fois de répondre à l'urgence sécuritaire face au terrorisme, mais de s'attaquer aux causes profondes du terrorisme qui sont bien souvent les déséquilibres régionaux, les tensions ethniques, la misère, l'absence d'opportunités économiques. Ces phénomènes sont souvent multifactoriels et si l'on veut être efficace, il nous faut également, en partenariat avec les États africains, y répondre en profondeur.

S'agissant de la sécurité, je pense aussi, avant toute chose, à la sécurité de nos ressortissants. Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et votre ambassade ici, à Yaoundé, suivent très attentivement ces questions et vous donnent des consignes de sécurité régulièrement mises à jour. Je vous encourage vraiment tous à vous inscrire aussi sur le registre des Français de l'étranger, à suivre scrupuleusement les recommandations qui sont faites. J'en profite pour remercier les équipes des consulats, les conseillers des Français de l'étranger, les chefs d'îlot et évidemment, notre ambassade et tous ses personnels, dont la mobilisation est indispensable pour assurer votre sécurité, entre autres choses. Remercier toutes celles et ceux qui font vivre la coopération sur le plan militaire et sécuritaire.

Plus largement, les services que la France fournit à ses ressortissants établis à l'étranger sont parmi les meilleurs au monde et c'est un grand motif de fierté et une priorité pour moi. A travers nos aides sociales, nos bourses scolaires ; nous considérons que nous devons continuer d'avancer en cette matière pour être au côté de nos concitoyens les plus vulnérables. Nos services d'État civil s'efforcent aussi d'assurer leur mission au plus proche des Français où qu'ils soient. Pendant la crise sanitaire, nos ambassades et nos consulats n'ont ménagé aucun effort pour évacuer nos ressortissants, organiser des campagnes de vaccination dès que ce fut possible. Je sais là aussi les contraintes que vous avez vécu quand il a fallu parfois couper - parce que ça a été les directives de l'OMS, de l'Union européenne - les transports aériens ; je sais les angoisses, les contraintes, parfois les colères qu'il y a eu. Je veux dire ici que toutes celles et ceux qui représentaient la France et la servaient n'y étaient pour rien. Ils ont parfois pris les colères. C'était injuste. S'il y a un seul responsable, c'est votre serviteur. Je suis payé pour ça. Mais je pense que c'était les mesures que nous devons prendre collectivement dans le contexte. Par contre, je veux dire ici que la France a toujours été aux côtés de l'ensemble de ses concitoyens dans ce contexte, pour protéger, pour livrer là aussi des doses de vaccins, et pour, dès que nous avons eu les latitudes de réouverture de nos espaces aériens, protéger et permettre de faire revenir. C'est une force et nous voulons l'entretenir.

C'est aussi une force qu'est notre offre culturelle à travers notre Institut, notre réseau d'Alliances que nous chérissons et qui va être un des leviers de la transformation de la relation sur le plan culturel et des industries culturelles et créatives ; et à travers notre réseau exceptionnel d'établissements français à l'étranger qui nous permet d'assurer une éducation de qualité à nos enfants. Nous en parlions avec une de nos enseignantes à l'instant. Je sais à quel point les équipes de nos six établissements homologués ou conventionnés au Cameroun font un travail remarquable. Je sais aussi combien la crise a bousculé le modèle économique. Nous serons là aussi dans les prochains mois pour permettre de rétablir les équilibres. Je veux ici soutenir le travail qui est fait

par l'AEFE, par tout le réseau, qui est absolument indispensable et qui nous permet d'avoir un réseau qui va continuer de gagner en efficacité et surtout en rayonnement. Et c'est une chance. Nous avons changé le système, nous l'avons modernisé et on doit poursuivre ce travail, mais on doit aussi permettre à chaque modèle, pays par pays, en fonction de ce que la crise a bousculé, de venir aider aux bons équilibres.

Enfin, j'ai voulu permettre à nos concitoyens établis hors de France de participer pleinement à la vie démocratique de la Nation. C'est pourquoi, cette année, pour la première fois, l'élection des onze députés des Français de l'étranger a pu se faire par Internet. Cette possibilité nouvelle donnée aux électeurs fut un grand succès qui a permis à 77 % des votes de passer par cette voie, ce qui est une grande avancée, ce qui était un engagement et qui, je l'espère, nous permettra d'aller encore plus loin, y compris dans l'Hexagone et dans la France d'Outre-mer, parce que nous avons des archaïsmes qui demeurent par ailleurs sur les procédures et vous avez pu être aux avant-postes de cette modernisation.

Voilà, Mesdames et Messieurs. Je ne veux pas être plus long. Je n'ai pas couvert tous les sujets, mais je voulais vous dire quelques-uns des grands axes de cette visite. Vous l'avez compris, je pense très profondément que nous pouvons, dans les mois et les années qui viennent, bâtir de nouvelles ambitions, avoir de nouveaux résultats dans le partenariat entre le Cameroun et la France, et plus largement entre l'Afrique et la France. Si nous savons réinventer notre dispositif militaire et sécuritaire tel que je viens de l'évoquer en continuant d'être là, si nous savons accompagner avec bienveillance, respect et humilité, les sujets de gouvernance et de démocratie ; et si nous savons bâtir collectivement de nouveaux partenariats avec de nouvelles approches, en associant entreprises déjà installées, startups, associations, société civile.

J'aurai dans quelques instants un dialogue avec le président BIYA, puis avec son gouvernement. J'aurai un dialogue bienveillant, exigeant, respectueux, mais qui, je l'espère, permettra de faire avancer cet agenda. Parce que vous qui êtes là, pour les uns et puis de quelques années, pour d'autres, depuis des décennies, vous savez combien ce pays est une chance pour toute la région et pour la relation avec la France. Une chance. Par la formation de ses habitants. Par l'ambition. En ce qu'il est un précipité des complexités du continent et de ses passions. J'arrive donc avec, vous l'avez compris, beaucoup d'ambition, beaucoup d'espoir, mais aussi beaucoup de reconnaissance à votre endroit, parce que tout ça ne serait pas possible si vous n'étiez pas là pour le faire vivre, pour l'avoir fait vivre et avoir résisté dans les années les plus difficiles et pour être à mes côtés pour continuer de le faire vivre dans les années à venir. Donc merci à vous de cette ambition et de cette amitié portée.

Vive la République et vive la France !